

Art. 18. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een bijlage, luidend als volgt :

”Bijlage

Minimale criteria voor de energie-audits

De in hoofdstuk III bedoelde energie-audits :

1° zijn gebaseerd op actuele, gemeten, traceerbare operationele gegevens betreffende het energieverbruik en, voor elektriciteit, belastingsprofielen;

2° omvatten een gedetailleerd overzicht van het energieverbruik-profiel van gebouwen of groepen gebouwen, industriële processen of installaties, met inbegrip van vervoer;

3° bouwen, zo veel mogelijk, voort op een analyse van de levenscycluskosten, in plaats van simpele terugverdienperioden, om rekening te houden met langetermijnbesparingen, residuele waarden van langetermijn-investeringen en discontopercentages;

4° zijn proportioneel en voldoende representatief om de vorming van een betrouwbaar beeld van de totale energieprestaties en de betrouwbare bepaling van de belangrijkste punten ter verbetering mogelijk te maken.

Energie-audits maken gedetailleerde en gevalideerde berekeningen voor de voorgestelde maatregelen mogelijk, zodat duidelijke informatie over potentiële besparingen wordt verstrekt.

De bij energie-audits gebruikte gegevens kunnen worden opgeslagen met het oog op historische analyse en het opvolgen van de prestaties.”

Art. 19. Elke na de inwerkingtreding van dit decreet ingediende aanvraag om toelage aangevraagd krachtens artikel 9 an het decreet betreffende een energie-audit opgelegd krachtens artikel 11, dat bij artikel 11 van dit decreet wordt ingevoegd, wordt geweigerd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 mei 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement 449 (2015-2016) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 mei 2016.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare vergadering van 25 mei 2016.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202966]

**26 MAI 2016. — Décret modifiant le décret du 10 juillet 2013
relatif aux centres d’insertion socioprofessionnelle (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l’article 138 de la Constitution, une matière visée à l’article 127 de celle-ci.

Art. 2. A l’article 2 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d’insertion socioprofessionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « à l’article 5 » sont remplacés par les mots « aux articles 5 et 6 »;

2° au 2°, les mots « l’unité d’apprentissage » sont remplacés par les mots « l’ensemble d’unités d’acquis d’apprentissage »;

3° au 2°, le *b*) est remplacé par ce qui suit :

« *b*) une démarche « Entreprise de formation par le travail » qui consiste en une mise en situation réelle de travail par la production de biens et de services en lien avec un ou plusieurs métiers intégrant éventuellement des cours et des stages en entreprise; »;

4° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° le « taux d'encadrement » : la proportion entre le nombre d'heures prestées par le personnel encadrant, à savoir les coordinateurs pédagogiques, les formateurs et le personnel chargé du suivi pédagogique ou de l'accompagnement social, et le nombre d'heures de formation prestées par les stagiaires; »;

5° l'article est complété par les 8°, 9° et 10° rédigés comme suit :

« 8° les « heures de formation agréées » : le nombre d'heures fixé dans la décision d'agrément au regard de la durée du programme de la filière multiplié par le nombre de places prévues par filière au cours d'une année civile;

9° le « taux horaire » : le tarif unique, identique pour toutes les filières de formation, correspondant au subventionnement d'une heure de formation agréée et dont le montant est déterminé par le Gouvernement;

10° l'« Instance bassin E.F.E. » : l'une des Instances bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi telles qu'instituées par l'article 3, points 2 à 10, par l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi. ».

Art. 3. L'article 3 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'article 10, le Gouvernement fixe, selon les modalités qu'il détermine, pour chaque année civile, le nombre maximal d'heures de formation qu'il agrée et qu'il subventionne pour chaque territoire des Instances bassins E.F.E. ».

Art. 4. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « cette catégorie s'organise dans la démarche de formation et d'insertion; » sont abrogés;

b) dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « cette catégorie s'organise dans la démarche de formation et d'insertion; » sont abrogés;

c) dans l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « ; cette catégorie s'organise soit dans la démarche de formation et d'insertion soit dans la démarche d'entreprise de formation par le travail » sont abrogés;

d) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement détermine les modalités organisationnelles relatives aux filières, en ce compris celles du stage, du suivi pédagogique et de l'accompagnement social du stagiaire. ».

Art. 5. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire du 3°, les mots « , inscrite à l'Office en tant que demandeur d'emploi inoccupé » sont abrogés;

2° au 3°, les a), b), c), d) et e), sont remplacés par ce qui suit :

« a) avoir été enregistrée auprès de l'Agence pour une vie de qualité ou du « Dienstselle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung » ou du « Fonds bruxellois pour les personnes handicapées » ou du « Vlaams fund voor sociale integratie van personen met een handicap »;

b) avoir été victime d'un accident du travail et fournir une attestation démontrant qu'elle bénéficie d'une allocation calculée dans le cadre d'une incapacité de travail conformément à l'article 24 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et certifiant une incapacité d'au moins trente pour cent;

c) avoir été victime d'une maladie professionnelle et fournir une attestation démontrant qu'il bénéficie d'une allocation calculée dans le cadre d'une incapacité de travail établie conformément à l'article 35 de la loi du 3 juin 1970 coordonnant les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci et certifiant une incapacité d'au moins trente pour cent;

d) être reconnue avec au moins trente-trois pour cent d'inaptitude à titre permanent;

e) bénéficier d'indemnités d'incapacité de travail; »;

3° il est inséré un 3°*bis* rédigé comme suit :

« 3°*bis* toute personne, non soumise à l'obligation scolaire, inscrite à l'Office en tant que demandeur d'emploi inoccupé qui n'a pas exercé d'activité professionnelle pendant les trois années précédant son entrée en formation et qui n'a pas bénéficié d'allocations de chômage ou d'insertion au cours de cette même période; »;

4° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° toute personne condamnée qui répond à l'une des conditions suivantes :

a) exécuter sa peine privative de liberté selon un des modes visés par les articles 21, 22 et 24 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine;

b) être incarcéré dans un établissement pénitentiaire et être susceptible, dans les trois ans, d'être libéré ou d'exécuter sa peine privative de liberté selon un des modes visés par les articles 21, 22 et 24 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine;

c) être interné dans un établissement visé à l'article 3, 4°, de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement des personnes et bénéficié d'une permission de sortie ou d'un congé conformément aux articles 20 et 21 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement des personnes; »;

5° au 5°, les mots « considérée comme une personne » sont abrogés;

6° au 5°, les mots « , non soumise à l'obligation scolaire » sont insérés entre les mots « la loi précitée » et les mots « et qui dispose »;

7° au 6°, les mots « , inscrite comme demandeur d'emploi auprès de l'Office, » sont abrogés;

8° l'alinéa est complété par un 7° rédigé comme suit :

« 7° toute personne, inscrite à l'Office en tant que demandeur d'emploi inoccupé, bénéficiaire du revenu d'intégration tel que visé par l'article 10 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou d'une aide financière telle que visée par l'article 60, § 3, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, pour autant que cette aide sociale soit équivalente au revenu d'intégration. ».

Art. 6. Dans l'article 6, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « d'un Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation, dénommé ci-après CSEF, dans lequel » sont remplacés par les mots « d'une instance bassin E.F.E. dans laquelle »;

b) au 2^o, les mots « d'un CSEF dans lequel » sont remplacés par les mots « d'une instance bassin E.F.E., dans laquelle »;

c) au 2^o, les mots « du CSEF » sont remplacés par les mots « de l'Instance bassin E.F.E. »;

d) au 3^o, les mots « d'un CSEF, dans lequel » sont remplacés par les mots « d'une instance bassin E.F.E., dans laquelle »;

e) au 3^o, les mots « du CSEF » sont remplacés par les mots « de l'Instance bassin E.F.E. ».

Art. 7. A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « la veille » sont remplacés par les mots « le jour »;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « ainsi que les délais de vérification de la situation visée à l'alinéa 1^{er} » sont insérés après les mots « visées aux articles 5 et 6 ».

Art. 8. A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, 1^o, les mots « du cadastre des formations professionnelles existantes et de la cartographie de l'offre et des besoins du marché de l'emploi, qui sont établis par l'Office » sont remplacés par les mots « de l'analyse existante de l'offre de formation professionnelle et des besoins du marché de l'emploi établie par l'Instance bassin E.F.E. »;

b) dans l'alinéa 4, les mots « ce dernier introduit une nouvelle demande d'agrément de la filière conformément à l'article 11 » sont remplacés par les mots « , en ce compris sur le nombre d'heures de formation agréées, ce dernier introduit une demande de modification de la décision d'agrément conformément à la procédure prévue à l'article 11 ».

Art. 9. L'article 10 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'agrément initial d'un centre ne peut excéder 12.000 heures de formation agréées. ».

Art. 10. A l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 2, les mots « du CSEF territorialement compétent » sont remplacés par les mots « de l'Instance bassin E.F.E. territorialement compétente »;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « du cadastre et de la cartographie visés » sont remplacés par les mots « de l'analyse existante de l'offre de formation professionnelle et des besoins du marché de l'emploi visée »;

3^o l'alinéa 5 est complété par la phrase « Il détermine la règle d'attribution du nombre d'heures de formation agréées par centre en cas de renouvellement d'agrément. ».

Art. 11. Dans l'article 13, alinéa 2, du même décret, les mots « du cadastre et de la cartographie visés » sont remplacés par les mots « de l'analyse existante de l'offre de formation professionnelle et des besoins du marché de l'emploi visée ».

Art. 12. Il est inséré un nouvel article 13bis rédigé comme suit :

« Dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au Livre XI du Code des sociétés, dans les cas d'apport à titre gratuit d'universalité ou de branche d'activité visés à l'article 58 de la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL ainsi que dans les cas visés par la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, si l'activité consistant en l'organisation d'une ou plusieurs filières en vue de faciliter l'insertion socioprofessionnelle des stagiaires, telles que prévues à l'article 4 du présent décret, est poursuivie en Région wallonne par l'entité juridique bénéficiaire du transfert de tout ou partie du patrimoine du centre agréé cédant, l'agrément du centre agréé octroyé en vertu du présent décret est transféré à l'entité juridique bénéficiaire du transfert de tout ou partie du patrimoine du centre agréé cédant.

L'entité juridique bénéficiaire de l'agrément transféré est tenue de respecter pour le maintien de l'agrément, l'ensemble des conditions et obligations d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret.

L'entité juridique bénéficiaire de l'agrément transféré est tenue d'informer du transfert, dans les plus brefs délais suivant celui-ci, les Services que le Gouvernement désigne. ».

Art. 13. Dans l'article 14, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o accueillir au moins dix stagiaires et de réaliser, à partir de la troisième année d'agrément, au minimum 12.000 heures de formation par année civile; »;

b) au 10^o, les mots « loi du 24 décembre 1993 » sont remplacés par les mots « loi du 15 juin 2006 »;

c) l'alinéa est complété par un 11^o rédigé comme suit :

« 11^o proposer des formations dont la durée du programme ne peut excéder 2.100 heures, pour chaque filière. ».

Art. 14. Dans l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « du CSEF » sont remplacés par les mots « de l'Instance bassin E.F.E. »;

2^o les mots « du cadastre et de la cartographie visés » sont remplacés par les mots « de l'analyse existante de l'offre de formation professionnelle et des besoins du marché de l'emploi visée ».

Art. 15. A l'article 17 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement octroie annuellement au centre agréé qui respecte les conditions et obligations visées par ou en vertu du présent décret un subventionnement calculé en fonction du nombre d'heures de formation agréées multiplié par le taux horaire. »

b) au paragraphe 2, dans la phrase introductive, le mot « total » est remplacé par les mots « visé au paragraphe 1^{er} »;

c) au paragraphe 2, 1^o, la phrase « L'aide, octroyée sous la forme de points définis à l'article 21 du décret du 25 avril 2002 précité, est déterminée par le Gouvernement en fonction du nombre d'heures agréées; » est abrogée;

d) au paragraphe 2, 2^o, les mots « de matériels et d'équipements, » sont remplacés par les mots « les frais d'investissement »;

e) le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine le mode de répartition des subventions visées à l'alinéa 1^{er}. »;

f) le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« La subvention visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o, est liquidée selon les modalités suivantes :

1^o une première tranche qui correspond à une avance, représentant soixante-cinq pour cent du montant annuel qui a été octroyé lors de l'exercice précédent est versée dans le courant du premier trimestre sur base d'une déclaration de créance;

2^o une deuxième tranche, correspondant à quatre-vingt pour cent du montant annuel total de la subvention octroyée pour l'exercice en cours, diminuée du montant de la première tranche, est versée dans le courant du deuxième trimestre sur la base d'une déclaration de créance;

3^o le solde de vingt pour cent du montant annuel total de la subvention octroyée pour l'exercice en cours est versé dans le courant du premier semestre de l'année qui suit celle pour laquelle il est dû sur la base d'une déclaration de créance, d'un rapport d'activités, d'un décompte récapitulatif des frais à charge de la subvention et des pièces justificatives. Ce solde intégrera l'éventuelle correction de subvention qui aurait été décidée suite à la révision des paramètres économiques (indexation). Le Gouvernement peut déterminer les modalités de versement du solde. »;

g) dans le paragraphe 4, les mots « de la somme annuelle variable visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o » sont remplacés par les mots « du subventionnement visé au paragraphe 1^{er} »;

h) dans le paragraphe 5, les mots « et septante-cinq pourcent des heures de formation agréées, calculé par filière sur une période de deux ans. » sont remplacés par les mots « selon les modalités déterminées par le Gouvernement. »;

i) le paragraphe 5 est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Si cette condition n'est pas remplie, la subvention est revue à la baisse selon les modalités déterminées par le Gouvernement. »;

j) le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Le Gouvernement indexe le taux horaire en janvier de chaque année, comme à l'occasion de chaque ajustement budgétaire. L'indexation de ce taux horaire est réalisée selon le même mécanisme que celui appliqué à la catégorie de dépenses dont dépendent les subventions aux centres dans le budget wallon. ».

Art. 16. Dans l'article 19 du même décret, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 17. A l'article 21 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'organisme d'insertion socioprofessionnelle et l'entreprise de formation par le travail agréés sur la base du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail et de l'article 23 du présent décret introduisent, au plus tard le 31 mars 2016, une demande d'agrément pour leur centre et les filières qu'ils organisent. »;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « aux conditions financières et selon les » sont insérés entre les mots « six ans » et les mots « modalités qu'il détermine »;

3^o l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 18. Dans l'article 22 du même décret, les mots « mai 2014 » sont remplacés par les mots « mars 2016 ».

Art. 19. A l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le chiffre « 2014 » est remplacé par le chiffre « 2016 »;

2^o l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les organismes d'insertion socioprofessionnelle et les entreprises de formation par le travail qui bénéficient de la prolongation visée à l'alinéa 1^{er} continuent à être soumis aux dispositions du décret du 1^{er} avril 2004 précité pendant la durée de cette prolongation à l'exception des articles 5 à 7, 13 et 13bis du présent décret qui leur sont applicables.

Par dérogation à l'article 17, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 1^{er} avril 2004 précité, le calcul des nonante pour cent d'heures de formation prestées et pour lesquelles les organismes d'insertion socioprofessionnelle et les entreprises de formation par le travail bénéficient de la prolongation visée à l'alinéa 1^{er} est opéré sur la période s'échelonnant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016. ».

Art. 20. Le stagiaire au sens des articles 5 et 6 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle qui a entamé, avant l'entrée en vigueur du présent décret, une formation auprès d'un organisme d'insertion socioprofessionnelle ou d'une entreprise de formation par le travail est autorisé à poursuivre cette formation jusqu'à son terme.

Art. 21. Le présent décret s'applique aux agréments qui seront octroyés relativement aux demandes d'agrément réceptionnées par les services du Gouvernement compétents, à partir du 1^{er} mars 2016 et pour lesquelles une décision d'octroi d'agrément est adoptée par l'autorité compétente après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 22. Les articles 17 et 18 du présent décret produisent leurs effets le 31 mars 2016.

L'article 12 du présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 mai 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 448 (2015-2016) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 mai 2016.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 25 mai 2016.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202966]

26 MEI 2016. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. In artikel 2 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1°, worden de woorden "in artikel 5" vervangen door de woorden "in de artikelen 5 en 6";

1° in punt 2° wordt het woord "scholingseenheid" vervangen door de woorden "het geheel van de eenheden van leerresultaten";

3° in punt 2° wordt *b)* vervangen als volgt :

"*b)* een fase "Bedrijf voor vorming door arbeid" die bestaat uit een reële werksituatie door de productie van goederen en diensten i.v.m. één of meerdere beroepen waarbij eventueel leergangen en bedrijfsstages worden opgenomen";

4° punt 4° wordt vervangen als volgt :

"4° het "begeleidingspercentage" : de verhouding tussen het aantal uren gepresteerd door het begeleidingspersoneel, namelijk de pedagogische coördinatoren, de opleiders en het personeel belast met de pedagogische opvolging of de sociale begeleiding, en het aantal opleidingsuren gepresteerd door de stagiairs";

5° het artikel wordt aangevuld met de punten 8°, 9° en 10°, luidend als volgt :

"8° de "erkende opleidingsuren" : het aantal uren bepaald in de beslissing tot erkenning ten opzichte van de duur van het programma van de filière vermenigvuldigd door het aantal plaatsen voorzien door de filière tijdens een kalenderjaar;

9° het "uurpercentage" : het enig tarief, identiek voor elke opleidingsfilière, dat overeenkomt met de subsidiëring van één erkend opleidingsuur en waarvan het bedrag door de Regering wordt bepaald;

10° de "KOVA-regio-instantie" : één van de regio-instanties kwalificerend onderwijs - vorming - arbeidsmarkt zoals ingesteld bij artikel 3, punten 2 tot 10 van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt".

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

"Onverminderd artikel 10 bepaalt de Regering, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, voor elk kalenderjaar, het maximum aantal uren opleiding die zij erkent en subsidieert voor elk grondgebied van de KOVA-regio-instanties. ».

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, punt 1°, vervallen de woorden "deze categorie wordt georganiseerd in de fase opleiding en inschakeling;" ;

a) in het eerste lid, punt 2° vervallen de woorden "deze categorie wordt georganiseerd in de fase opleiding en inschakeling;" ;

c) in het eerste lid, punt 3°, vervallen de woorden "deze categorie wordt georganiseerd hetzij in de fase opleiding en inschakeling, hetzij in de fase bedrijf voor vorming door arbeid;" ;

d) het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De Regering bepaalt de organisatiemodaliteiten betreffende de filières, met inbegrip van de organisatiemodaliteiten van de stage, de pedagogische opvolging en de sociale begeleiding van de stagiair."

Art. 5. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin van punt 3°, vervallen de woorden "die als niet-werkende werkzoekende bij de Dienst ingeschreven is;" ;

2° in punt 3° worden de a), b), c), d) en e), vervangen als volgt :

"a) geregistreerd zijn geweest bij het "Agence pour une vie de qualité" of bij de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung" of bij het Brussels fonds voor personen met een handicap of bij het Vlaams fund voor sociale integratie van personen met een handicap;" ;

b) het slachtoffer van een arbeidsongeval zijn geweest en een attest overleggen dat aantoonst dat zij een vergoeding geniet, berekend in het kader van een arbeidsongeschiktheid overeenkomstig artikel 24 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en dat het bewijs levert van een ongeschiktheid van ten minste dertig percent;

c) het slachtoffer van een beroepsziekte zijn geweest en een attest overleggen dat aantoonst dat hij een vergoeding geniet, berekend in het kader van een arbeidsongeschiktheid opgesteld overeenkomstig artikel 35 van de Wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970 en dat het bewijs levert van een ongeschiktheid van ten minste dertig percent;

d) erkend zijn met minstens drieëndertig percent permanente ongeschiktheid;

e) vergoedingen voor arbeidsongeschiktheid genieten;" ;

3° er wordt een punt 3°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"3°bis elke niet-schoolplichtige persoon die als niet-werkende werkzoekende bij de Dienst ingeschreven is die geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend tijdens de drie jaar die voorafgaan aan het begin van zijn opleiding en die geen werkloosheidsuitkering of inschakelingsuitkering tijdens deze periode heeft gekregen;" ;

4° punt 4° wordt vervangen als volgt :

"4° elke veroordeelde persoon die aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

a) zijn vrijheidsstraf uitvoeren volgens één van de wijzen bedoeld in de artikelen 21, 22 en 24 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

b) opgesloten zijn in een strafinrichting en binnen drie jaar in vrijheid gesteld kunnen worden of zijn vrijheidsstraf uitvoeren volgens één van de wijzen bedoeld in de artikelen 21, 22 en 24 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

c) geïnterneerd zijn in een inrichting bedoeld in artikel 3, 4°, van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering van personen en een uitgaansvergunning of verlof krijgen overeenkomstig de artikelen 20 en 21 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering van personen;" ;

5° onder punt 5° worden de woorden "elke persoon beschouwd als vreemdeling" vervangen door de woorden "elke vreemdeling;" ;

6° in punt 5° worden de woorden "die niet schoolplichtig is" ingevoegd tussen de woorden "van voornoemde wet" en de woorden "en die beschikt;" ;

7° in punt 6° vervallen de woorden "bij de Dienst als werkzoekende ingeschreven;" ;

8° het lid wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

"7° elke bij de Dienst als niet-werkende werkzoekende ingeschreven persoon die in aanmerking komt voor een leefloon zoals bedoeld in artikel 10 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of een financiële hulpverlening zoals bedoeld in artikel 60, § 3, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voor zover deze sociale hulpverlening gelijkwaardig is met het leefloon."

Art. 6. In artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 1° worden de woorden "van een Subregionaal comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, hierna "CSEF" genoemd, waar" vervangen door de woorden "van een KOVA-regio-instantie waar;" ;

b) in punt 2° worden de woorden "van een "CSEF" waar" vervangen door de woorden "van een KOVA-regio-instantie waar;" ;

c) in punt 2°, worden de woorden "van het "CSEF"" vervangen door de woorden "van de KOVA-regio-instantie;" ;

b) in punt 3° worden de woorden "van een "CSEF" waar" vervangen door de woorden "van een KOVA-regio-instantie waar;" ;

e) in punt 3°, worden de woorden "van het "CSEF"" vervangen door de woorden "van de KOVA-regio-instantie;" ;

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de dag voor die waarop" vervangen door de woorden "op de dag waarop;" ;

2° in het tweede lid worden de woorden "alsook de termijnen voor het onderzoek van de toestand bedoeld in het eerste lid" ingevoegd na de woorden "bedoeld in de artikelen 5 en 6 vervuld zijn".

Art. 8. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, 1°, worden de woorden "het kadaster van de bestaande beroepsopleidingen en de cartografie van het aanbod en de behoeften van de arbeidsmarkt, die door de Dienst worden opgemaakt" vervangen door de woorden "de bestaande analyse van het aanbod aan beroepsopleiding en de behoeften van de arbeidsmarkt opgemaakt door de KOVA-regio-instantie;" ;

b) in het vierde lid, worden de woorden "dient het overeenkomstig artikel 11 een nieuwe aanvraag tot erkenning van de filière in" vervangen door de woorden ", met inbegrip op het aantal uren erkende opleiding, dient het overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 11 een aanvraag tot wijziging van de beslissing tot erkenning in".

Art. 9. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

"De oorspronkelijk erkenning van een centrum bedraagt hoogstens 12.000 uren erkende opleiding."

Art. 10. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden "van het territoriaal bevoegde "CSEF"" vervangen door de woorden "van de territoriaal bevoegde KOVA-regio-instantie";

2° in het tweede lid worden de woorden "het kadaster en de cartografie bedoeld" vervangen door de woorden "de bestaande analyse van het aanbod aan beroepsopleiding en de behoeften van de arbeidsmarkt bedoeld";

3° het vijfde lid wordt aangevuld met de zin "Zij bepaalt de regel voor de toekenning van het aantal erkende uren opleiding per centrum in geval van hernieuwing van de erkenning. ».

Art. 11. In artikel 13, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "het kadaster en de cartografie bedoeld" vervangen door de woorden "de bestaande analyse van het aanbod aan beroepsopleiding en de behoeften van de arbeidsmarkt bedoeld".

Art. 12. Er wordt een nieuw artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

"In de gevallen van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, in het geval van inbreng om niet van een algemeenheid of bedrijfstak bedoeld in artikel 58 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk alsook in de gevallen bedoeld in de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, indien de bedrijvigheid die bestaat uit de organisatie van één of meerdere filières om de socioprofessionele inschakeling van de stagiairs te vergemakkelijken, zoals bedoeld in artikel 4 van dit decreet, in het Waalse Gewest voortgezet wordt door de juridische entiteit begunstigde van de overdracht van het geheel of een deel van het patrimonium van het erkende overdragende centrum, wordt de erkenning van het erkende centrum toegekend krachtens dit decreet overgedragen aan de juridische entiteit begunstigde van de overdracht van het geheel of een deel van het patrimonium van het erkende overdragende centrum.

De juridische entiteit begunstigde van de overgedragen erkenning dient voor het behoud van de erkenning, het geheel van de voorwaarden en verplichtingen van de erkenning na te leven die bepaald worden bij of krachtens dit decreet.

De juridische entiteit begunstigde van de overgedragen erkenning dient na de overdracht de Diensten die de Regering aanwijst, zo spoedig mogelijk in te lichten over de overdracht."

Art. 13. In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° minstens tien stagiairs opvangen en vanaf het derde erkenningsjaar minimum 12 000 uren opleiding per kalenderjaar geven;"

b) in punt 10° worden de woorden "wet van 24 december 1993" vervangen door de woorden "wet van 15 juni 2006";

c) het lid wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt :

"11° opleidingen voorstellen waarvan de duur van het programma hoogstens 2.100 uren bedraagt, voor elke filière."

Art. 14. In artikel 16, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "van het "CSEF"" worden vervangen door de woorden "van de KOVA-regio-instantie";

2° de woorden "het kadaster en de cartografie bedoeld" worden vervangen door de woorden "de bestaande analyse van het aanbod aan beroepsopleiding en de behoeften van de arbeidsmarkt bedoeld".

Art. 15. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Regering verleent jaarlijks aan het erkende centrum dat voldoet aan de voorwaarden en verplichtingen bepaald bij of krachtens dit decreet een subsidiëring berekend op grond van het aantal erkende opleidingsuren, vermenigvuldigd met het uurpercentage. »;

b) in paragraaf 2, in de inleidende zin, worden de woorden "Het geheel van de subsidies" vervangen door de woorden "De subsidies bedoeld in paragraaf 1";

c) in paragraaf 2, 1°, wordt de zin "De tegemoetkoming, verleend in de vorm van punten zoals bedoeld in artikel 21 van voornoemd decreet van 25 april 2002, wordt door de Regering bepaald op grond van het aantal erkende uren;" opgeheven;

d) in paragraaf 2, 2°, worden de woorden "van de werkings-, materiaal- en uitrustingskosten" vervangen door de woorden "van de werkingskosten, de investeringskosten";

e) paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Regering bepaalt de verdelingswijze van de subsidies bedoeld in het eerste lid.";

f) paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"De subsidie bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 2°, wordt uitbetaald als volgt :

1° een eerste schijf die overeenkomst met een voorschot, met name vijftig procent van het jaarbedrag dat tijdens het voorafgaande boekjaar is verleend, wordt in de loop van het eerste kwartaal gestort op basis van een vorderingsverklaring;

2° een tweede schijf, met name tachtig procent van het totale jaarbedrag van de subsidie dat voor het lopende boekjaar wordt verleend, na aftrek van het bedrag van de eerste schijf, wordt in de loop van het tweede kwartaal gestort op basis van een vorderingsverklaring;

3° het saldo van twintig procent van het totale jaarbedrag van de subsidie die voor het lopende boekjaar wordt verleend, wordt gestort in de loop van het eerste semester van het jaar na dat waarvoor het verschuldigd is, op grond van een vorderingsverklaring, een activiteitenverslag, een recapitulatieve afrekening van de kosten ten laste van de subsidie en de bewijsstukken. Dit saldo zal de eventuele rechtzetting van de subsidie opnemen die zou beslist zijn na de herziening van de economische parameters (indexering). De Regering kan de modaliteiten voor de storting van het saldo bepalen";

g) in paragraaf 4 worden de woorden "De variabele jaarlijkse som bedoeld in het eerste lid, 2" vervangen door de woorden "De subsidiëring bedoeld in paragraaf 1";

h) in paragraaf 5, worden de woorden "en 75 % van de erkende opleidingsuren, berekend per filière over een periode van twee jaar." vervangen door de woorden "volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.";

i) paragraaf 5 wordt aangevuld met een zin, luidend als volgt:

"Als deze voorwaarde niet is vervuld, wordt de subsidie naar beneden herzien volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.";

j) paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

" § 6. De Regering indexeert het uurpercentage jaarlijks in januari, zoals bij elke begrotingsaanpassing. De indexering van dit uurpercentage wordt uitgevoerd volgens hetzelfde mechanisme dan hetgene toegepast op de categorie van uitgaven waaronder de subsidies aan de centra vallen in de Waalse begroting."

Art. 16. In artikel 19, van hetzelfde decreet, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 17. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De instelling voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en het bedrijf voor vorming door arbeid erkend op grond van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid en van artikel 23 van dit decreet dienen, uiterlijk 31 maart 2016 een aanvraag tot erkenning in voor hun centrum en voor de filières die ze organiseren.";

2° in het tweede lid worden de woorden "tegen de financiële voorwaarden en volgens de" ingevoegd tussen de woorden "voor zes jaar verlenen" en de woorden "modaliteiten die zij bepaalt";

3° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 22 van hetzelfde decreet, worden de woorden "mei 2014" vervangen door de woorden "maart 2016".

Art. 19. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het cijfer "2014" vervangen door het cijfer "2016";

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"De instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en de bedrijven voor vorming door arbeid die in aanmerking komen voor de verlenging bedoeld in het eerste lid blijven onderworpen aan de bepalingen van het voornoemde decreet van 1 april 2004 tijdens de duur van die verlenging met uitzondering van de artikelen 5 tot 7, 13 en 13bis van dit decreet die op hen van toepassing zijn.

In afwijking van artikel 17, eerste lid, 3°, van het voornoemde decreet van 1 april 2004, wordt de berekening van de negentig percent gepresteerde opleidingsuren en waarvoor de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en de bedrijven voor vorming door arbeid in aanmerking komen voor de verlenging bedoeld in het eerste lid, verricht over de periode die van 1 januari 2014 tot 31 december 2016 gespreid is."

Art. 20. De stagiair in de zin van de artikelen 5 en 6 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling die voor de inwerkingtreding van dit decreet een opleiding bij een instelling voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of bij een bedrijf voor vorming door arbeid heeft aangevat, mag die opleiding voltooien.

Art. 21. Dit decreet is van toepassing op de erkenningen die toegekend zullen worden met betrekking tot de erkenningsaanvragen ontvangen door de bevoegde diensten van de Regering, vanaf 1 maart 2016 en waarvoor een beslissing tot toekenning van erkenning is aangenomen door de bevoegde overheid na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 22. De artikelen 17 en 18 van dit decreet hebben uitwerking op 31 maart 2016.

Artikel 12 van dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 mei 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement 448 (2015-2016) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 11 mei 2016.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare zitting van 25 mei 2016.

Stemming.